

## **Guide de l'objection de conscience : le gouvernement espagnol piqué au vif**

**Author** : Jeanne Smits

**Categories** : [Divers Jeanne smits](#)

**Date** : 6 août 2010

Le Guide l'objection de conscience à l'avortement (voir [ici](#)) n'a décidément pas plu au gouvernement de Zapatero qui a organisé une [contre-attaque](#) quelques heures seulement après sa présentation publique. La ministre de l'Égalité, Bibiana Aido, l'une des quatre qui avaient porté le projet de modification de la loi sur la « santé reproductive et l'interruption de la grossesse », s'exprimant depuis les Iles Canaries, a fait une déclaration affirmant que « l'objection de conscience des professionnels qui interviennent de manière directe » dans l'avortement est « parfaitement reconnue dans la loi ».

Elle s'abstenait évidemment d'évoquer directement le Guide présenté quatre heures plus tôt, qui répond justement aux graves déficiences de la « loi d'avortement », de ses exigences exorbitantes en matière de listage des objecteurs et de l'oubli des personnes qui, de près ou de loin, sur le plan médical ou administratif, peuvent être embarquées malgré elles dans la réalisation de l'opération.

Bibiana Aido contredisait en outre les déclarations très explicites de son collègue à la Justice, Francisco Caamaño, rappelle HazteOir. Il affirmait il y a un an exactement : « Il n'y a pas de place pour l'objection de conscience. Les idées personnelles ne peuvent pas nous dispenser d'accomplir la loi parce que s'il n'en était pas ici, cela nous entraînerait dans beaucoup de domaines – celui-ci et beaucoup d'autres – à la désobéissance civile. »

Même point de vue chez Trinidad Jiménez, ministre de la Santé : elle assurait en mai 2009 que « l'accès à l'IVG » devait exister dans des conditions d'égalité sur l'ensemble du territoire, ce qui limiterait le droit à l'objection de conscience des professionnels, le « droit des femmes d'interrompre leur grossesse » devant être respecté en premier lieu.

Bibiana Aido elle-même, il y a quelques jours, répétait à Jaén que par rapport à l'objection de conscience, l'important est de réguler son usage afin que ce droit « ne s'exerce pas au détriment du droit des femmes d'accéder à cette prestation ».

Le ton aura été, depuis le début et de manière croissante, celui de la menace à l'égard des médecins et autres professionnels qui respectent la vie. Que Bibiana Aido soit sortie de son silence estival pour soutenir le contraire, cela montre que le Guide élaboré par les associations pro-vie a visé juste.

© [leblogdejeannesmits](#).